

20/06/2019

Tribune de Philippe Renaudi
Président de l'UPE 06
Suite au discours de politique générale du Premier ministre Edouard Philippe

« L'Etat donne d'une main et reprend de l'autre »

Début Juin, le Premier ministre Edouard Philippe a prononcé son deuxième discours de politique générale, avec pour but affiché de lancer « l'acte II » du quinquennat.

Si nous partageons l'urgence économique, sociale et écologique évoquée par le Premier ministre et sa volonté exprimée d'un changement de ton et de méthode pour associer davantage les Français à la « fabrique des décisions » on ne peut que regretter qu'il n'ait pas mentionné les entreprises.

A cet égard les premières décisions relatives à la réforme de l'assurance chômage et l'instauration unilatérale d'une pénalité pour les contrats courts augurent mal d'un dialogue social renouvelé.

Dans son discours, le Premier ministre n'a pas non plus, levé les doutes des entrepreneurs qui s'inquiètent et redoutent des hausses d'impôts.

Sauf que face à ces doutes, un entrepreneur n'investit pas et donc n'embauche pas, ce qui à son tour ne fait pas baisser le chômage.

Lorsque le Premier ministre réaffirme l'objectif de 7% de chômage en fin de quinquennat, nous constatons malheureusement qu'il ne crée pas les conditions de compétitivité qui nous permettrait de l'atteindre.

Enfin, si le Premier ministre a mentionné la réduction des dépenses publiques, il n'a pas donné de trajectoire.

Pour le moment, la seule chose dont nous sommes certains c'est plus de 17 milliards de dépenses qui ne sont pas financés.

Si, à court terme, l'amélioration du pouvoir d'achat est favorable à notre économie (*inflation faible, prime défiscalisée, augmentation de la prime d'activité, baisse des cotisations sociales, suppression partielle de la taxe d'habitation et de la hausse de la CSG sur les petites retraites...*), l'effet sera négatif à moyen terme, car notre outil productif n'est toujours pas suffisamment compétitif.

Philippe Renaudi
Président de l'UPE06